

La Suisse devrait accueillir au moins 2% des migrants secourus

Drames en mer Méditerranée Six conseillers nationaux pressent le Conseil fédéral de se montrer solidaire, alors que ce dernier montre de la retenue.



Les 82 migrants secourus par «Ocean Viking» ont été autorisés, par le gouvernement italien, à débarquer ce week-end. Image: KEYSTONE

Par Lise Bailat [@LiseBailat](mailto:LiseBailat@ABO+) Berne ABO+ Mis à jour il y a 27 minutes

Un samedi si commun mais aussi si particulier sur l'île de Lampedusa. Après des mois de fermeture des ports, l'Italie et son nouveau gouvernement ont autorisé ce week-end le débarquement de 82 migrants secourus par l'Ocean Viking, le navire affrété par les ONG SOS Méditerranée et Médecins sans frontières. Un groupe de pays a trouvé une entente pour un accueil de ces personnes hors Italie. À cet accord temporaire devrait désormais succéder un nouveau mécanisme de solidarité européen.

C'est dans ce contexte que six élus fédéraux, issus de tous les groupes parlementaires sauf l'UDC, interviennent au parlement. Lisa Mazzone (Verts/GE), Carlo Sommaruga (PS/GE), Guillaume Barazzone (PDC/GE), Beat Flach (Vert'libéraux/AG), Rosmarie Quadranti (PBD/ZH) et Kurt Fluri (PLR/SO) ont chacun déposé mardi une motion au texte identique. Ils pressent le gouvernement de se montrer solidaire à l'égard des États européens. Et ils lui demandent d'agir sans délai. Soit en acceptant d'accueillir dès à présent au minimum 2% des survivants recueillis sur chaque bateau d'ONG en mer Méditerranée. Soit en aidant les pays côtiers (Italie, Malte, Espagne) en admettant en Suisse plusieurs centaines de personnes déjà secourues en mer. Ou mieux: en combinant les deux possibilités.

«Il y a urgence»

Pour les motionnaires, la Suisse porte une responsabilité particulière face aux drames en Méditerranée par sa tradition humanitaire. Et elle ne peut ignorer les mauvais traitements qui menacent les personnes refoulées vers la Libye. Guillaume Barazzone parle de simplement pouvoir «continuer à se regarder dans le miroir»: «Il est important que la Suisse fasse un geste conséquent pour aider une ONG qui fait des efforts remarquables. 15'000 migrants sont déjà morts en mer Méditerranée. La Suisse doit prendre ses responsabilités.»

L'appel au gouvernement n'est pas nouveau. Une pétition a été lancée en juillet, suivie d'un communiqué du Parti socialiste fin août. Une lettre signée par les plus grandes organisations de coopération du pays a aussi été adressée à la ministre en charge de l'asile, Karin Keller-Sutter (PLR). Mais avec ces motions, le front politique s'amplifie. «Il est remarquable aujourd'hui que le combat de SOS Méditerranée dépasse les clivages politiques. Il est indispensable de montrer au Conseil fédéral et à l'opinion publique qu'il y a urgence», relève Carlo Sommaruga.

«Oui, il y a aujourd'hui urgence pour plusieurs raisons, poursuit Lisa Mazzone. On constate un grave manque en termes de possibilités de sauvetage en Méditerranée, avec un seul bateau humanitaire en action. Les navires commerciaux ont été découragés de secourir les personnes repérées en mer. La situation est dramatique. Et en parallèle, le programme de relocalisation européen qui visait à pallier les problèmes de Dublin a pris fin.»

«Vraie réforme» attendue

La pression des motionnaires aura-t-elle un effet sur Karin Keller-Sutter? La Suisse participera au Conseil de l'Union européenne du 8 octobre prochain, durant lequel le projet de répartition des personnes secourues en Méditerranée sera débattu. Mais elle adopte une «position retenue» sur le sujet, indique le Secrétariat d'État aux migrations (SEM). À Berne, on se méfierait des effets d'annonce européens sur ces questions d'asile, nous dit une source au sein du département compétent. On veut du concret avant de se positionner. De manière officielle, le SEM note: «La Suisse s'engage depuis longtemps en faveur d'une réforme du système de Dublin, pour le rendre plus solidaire. Nous attendons que la Commission européenne donne prochainement un nouvel élan à cette réforme.»

Pour les motionnaires, l'attentisme a ses limites: «La réforme du système Dublin va durer des années. Mais des vies sont en jeu aujourd'hui», estime Carlo Sommaruga. «Le Conseil fédéral a déjà dit qu'il attendait une solution européenne viable et coordonnée. Mais ce mécanisme coordonné est justement en train de se mettre en place au niveau européen. La Suisse doit y jouer un rôle», souligne Lisa Mazzone.

Si les élus parviennent à faire changer d'avis le gouvernement, ce sera sans le soutien de l'UDC. «Je ne suis a priori pas favorable à cette démarche. Cela reviendrait à récompenser les passeurs, craint Michael Buffat (UDC/VD). En plus, il s'agit principalement de migrants économiques. Les accueillir n'est pas une solution de fond au problème.» Guillaume Barazzone estime qu'il s'agirait d'un «nombre limité de personnes qui tenteront de toute manière la traversée». Au premier semestre, si la Confédération s'était engagée à accueillir le 2% des rescapés, ils auraient été environ 180 (sur la base des chiffres mis à disposition par Médecins sans frontières) à venir en Suisse.